

Apprendre de la pandémie pour mieux positionner le loisir public et ses pratiques

Par André Thibaultⁱ

Nombreuses sont les voix qui affirment que l'après-COVID-19 sera différent. Pourtant, l'histoire enseigne que les prédictions de grands changements de ce genre se réalisent rarement. Généralement, au lendemain d'une période effervescente et perturbante qui semble vouloir tout bouleverser, la routine sécurisante et envahissante reprend le dessus. On revient à ce qu'on connaît le mieux et là où on se sent compétent, à ce qu'on faisait avec les outils d'avant la crise.

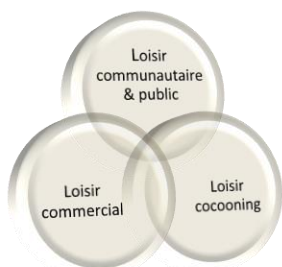
Pourtant, les leçons qu'on peut tirer de la crise sanitaire actuelle sont nombreuses et peuvent s'avérer positives et stratégiquement utiles. Le loisir public risque en effet d'être mis au défi dans les mois et les années à venir. Dans la mesure où les normes sanitaires vont perdurer, où les citoyens seront plus prudents et auront goûté à d'autres formes de loisir, et dans un contexte de finances publiques mises à mal, que sera le loisir public? Pourrons-nous rester dans notre bulle habituelle?

Pour que l'expérience de la COVID-19 soit utile, il faut activement et en toute connaissance de cause en dégager les leçons, les documenter puis les mettre à l'agenda public de façon à amorcer les changements pertinents.

Fondé sur plusieurs analyses des apprentissages qu'occasionnent des expériences exceptionnelles et des perturbations qui suscitent la mise en œuvre de changements majeurs, ce bulletin, inspiré d'articles publiés dans le numéro du printemps d'Agora Forum consacré au loisir municipal en temps de pandémie, présente les moyens et les contraintes qui permettront de relever les défis de l'après-confinement. Il fait un examen sommaire des éléments de la situation vécue qui peuvent être source d'apprentissage. Enfin, il propose un certain nombre d'apprentissages, de principes et de pistes d'action permettant de réorienter le loisir public en 2021.

COVID, loisir public, loisir commercial et loisir cocooning

Le concept de *loisir public* s'est imposé au cours des 20 dernières années en se distinguant des deux autres champs que sont le *loisir commercial* et le *loisir chez soi* ou *cocooning*¹. Le loisir n'est plus seulement une expérience individuelle, il est une valeur économique et communautaire.



Ces trois champs ont vécu et vivront différemment les conséquences de la COVID-19. À la relance, il est fort possible que le loisir public se positionne différemment dans ce trio. Voyons de quelles façons.

Rappelons que le loisir public, c'est le loisir qu'une collectivité se donne pour son bien-être et le mieux-être de ses membres, notamment pour la qualité de vie sociale, physique et émotive, et le développement du sentiment d'appartenance. Ces objectifs collectifs justifient l'utilisation des fonds publics. Les services de loisir municipaux portent cette mission sociale, ce

qui explique sans doute que, au cours des dernières années et durant la crise de la COVID-19, ils se sont largement investis dans les services sociaux.

Le loisir commercial, source importante de la mondialisation de la contagion, a été fermé, à toutes fins utiles, par la pandémie. En effet, les industries du tourisme (voyage, restauration, hébergement) et du divertissement (spectacles de sport et d'art professionnel ou d'élite, casinos, etc.) ainsi que l'industrie culturelle (grands événements, concerts et spectacles, tournages de séries, etc.) ont suspendu leurs activités et plusieurs de leurs acteurs ont été fragilisés.

Il semble bien que ce champ du loisir sera lent à retrouver son plein régime de fonctionnement, logistique et distanciation sociale obligent. Par ailleurs, la remise en question annoncée de plusieurs dimensions de la mondialisation et la résurgence de l'achat chez nous auront une influence marquante sur sa future configuration. En milieu municipal, les grands et les petits événements participent à ce champ. Les terrasses et les places éphémères deviendront encore plus des lieux de loisir. La relance du loisir commercial fera sans doute l'objet d'une grande corvée. Quel rôle le loisir public y jouera-t-il?

Par ailleurs, le confinement et la mise en veilleuse du loisir commercial ont permis de redécouvrir et de voir exploser le loisir cocooning, capable de renforcement de liens entre les personnes et de stimulation de la créativité. On a fait son pain, dessiné des arcs-en-ciel, parlé à ses voisins lors de la marche quotidienne ou de balcon à balcon, transformé les balcons en scènes et acheté des piscines. Le temps a ralenti, libéré des contraintes des horaires de travail et de loisir. Même le télétravail a renforcé le cocooning et l'imbrication loisir et travail.

Dans cette foulée, le loisir électronique (e-loisir) et la vie sur le Net ont explosé autant pour reprendre que pour maintenir des contacts sociaux ou apprendre ce qu'on apprend dans les « cours » en personne offerts par le loisir public.

Tout cela au-delà du consumérisme qui a transformé la maison en entrepôt de biens de loisir.

On a aussi vu que ce cocooning a des limites que le loisir public peut contribuer à réduire. Le cocooning limite les liens sociaux, l'activité physique et l'évasion. Loisir public et loisir chez soi sont-ils appelés à collaborer dans l'ère post-COVID-19?

¹ Voir *Agora Forum*, vol. 35, no 3, p. 26.

La position post-COVID du loisir public

La pandémie a aussi mis sur pause le loisir public, comme nous le savons tous. Son absence a fait prendre conscience de sa nécessité à plusieurs égards, notamment en matière de santé et d'économie. Par exemple, sans les camps de jour, le retour au travail des parents aurait été plus difficile faute de lieu de garde des enfants. Ces mêmes camps de jour ont aussi permis aux parents et aux enfants de prendre une certaine distance les uns des autres et de réduire ainsi les effets négatifs d'une proximité 24/24 parfois lourde. C'est sans doute en se fondant sur cette contribution à la santé collective et à la vitalité économique que devra se positionner et se construire le loisir public dans les années à venir.

Dans ce contexte, le loisir public tel qu'il se déployait et était perçu avant la crise ne risque-t-il pas de revoir son rôle et d'être grandement mis à mal quand viendra le temps de rembourser les dépenses faramineuses engagées par les gouvernements de tous ordres pour lutter contre la pandémie? Les municipalités ne peuvent pas faire de déficit d'opération et fonctionnent à l'intérieur

d'une enveloppe budgétaire limitée grandement par les revenus des taxes foncières. Il faudra, dès lors, faire des choix parmi les services municipaux et répondre aux demandes que la société post-confinement jugera prioritaires. Les programmes fédéraux et provinciaux peuvent atténuer quelque peu la difficulté de cet exercice, mais ils ne devraient pas l'occulter.

Le loisir sera-t-il jugé comme un service essentiel ou comme un poste de dépenses facilement compressible ainsi qu'on a pu le constater durant le confinement? À l'été 2020, on a vu que plusieurs municipalités ont affirmé le caractère de service essentiel des camps de jour, alors que d'autres les ont simplement annulés de leur offre de services ou en ont augmenté considérablement les coûts d'inscription.

Comment éviter que la défense du loisir public se heurte encore à la vision répandue qu'il s'agit d'un luxe, d'un divertissement, bref, de quelque chose de moins sérieux que la salubrité, la sécurité, l'activité économique et le transport (rues, transport en commun), autant de facteurs incontournables pour la reprise économique?

À ce sujet, la crise a fourni de nouveaux arguments en faveur du loisir public. Elle a permis de

mettre en évidence le fait que la santé, c'est tout aussi bien la qualité de vie.

Après quelques semaines de confinement, on a entendu des voix réclamer qu'on porte attention aux autres aspects de la santé que la dimension purement biologique. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la santé est « un état complet de [bien-être physique](#), [mental](#) et [social](#), et ne consiste pas seulement en une absence de [maladie](#) ou d'[infirmité](#) ». Rappelons aussi que l'épidémiologie est une « [discipline scientifique](#) qui étudie les ennuis de santé dans les [populations humaines](#), leur [fréquence](#), leur distribution dans le temps et dans l'espace, ainsi que les *facteurs influant sur la santé*² ». Dans cette perspective, le loisir et les actions municipales sont considérés comme des facteurs de santé. Les sciences du loisir doivent-elles, dès lors, s'inviter dans la sphère de l'épidémiologie et les professionnels se mettre à l'examen des enjeux épidémiologiques de la qualité de vie individuelle et collective?

[La crise a démontré que le loisir public, au niveau municipal, pouvait exercer un rôle social, sanitaire et économique qui lui confère le statut de service essentiel.](#)

² Voir <https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89pid%C3%A9miologie>, consulté le 18 avril 2020.

Ce statut pourra permettre d'influencer les lobbies politiques et les critères qui détermineront les priorités de réactivation et de reconfiguration des espaces et des programmes. Il faudra parler du loisir libre et de proximité autant que du loisir spécialisé et organisé en sport, en culture et en plein air.

Le principal défi qui s'impose aux directions de loisir et aux professionnels est de renouveler et d'actualiser la promotion et le positionnement du loisir comme service public essentiel.

Les défis de mise à jour de l'offre de service

Sur le plan professionnel, il faut savoir tirer des leçons pour induire des changements dans un univers politique et social post-virus qui sera sans doute encore fragile au virus et où les forces du statu quo s'exerceront.

Qui plus est, le virage doit s'amorcer au plus vite, avant que la routine ou le statu quo sécurisant ne reprenne le dessus et que les informations utiles ne s'évanouissent dans l'allégresse du retour à la vie normale. Il faut aussi agir malgré l'impératif des horaires à remodeler et les urgences du personnel encore en place dans nos services. Ce n'est pas un luxe de mettre déjà au travail des groupes chargés de préparer l'après-crise tout en tirant les leçons qui s'imposent pour esquisser les changements

utiles.

En milieu municipal, on conviendra que le contexte est politique, au sens noble du terme, et que l'expertise ou les connaissances rationnelles et scientifiques doivent trouver leur place complémentaire. Le défi : trouver un point d'équilibre. Tout au long de la crise, on a vu le premier ministre François Legault et le directeur de la santé publique Horacio Arruda avancer sur un fil de fer où il fallait maintenir l'équilibre entre la science qui apprend en temps réel sur le virus et le politique qui doit orchestrer les autres dimensions humaines, économiques et institutionnelles du Québec.

Cet équilibre tient à la capacité des professionnels de jouer leur rôle en documentant objectivement les faits et les enjeux, et en les présentant en tenant compte du contexte dans lequel évoluent les destinataires politiques.

Par exemple, après le confinement, on devra positionner les dossiers du loisir dans le contexte financier de l'heure et des priorités politiques.

Au-delà de ce défi social et politique, il y a celui, plus terrain, de voir comment les programmes et l'utilisation des infrastructures pourront tirer profit des leçons de la crise actuelle.

Quelques leçons et pistes à explorer

Qu'est-ce que la crise a mis en lumière par rapport au système de production de services et aux services eux-mêmes? Voyons quelques exemples qui concernent les aspects financiers et budgétaires, la chaîne ou le partenariat de production et de livraison de services, ainsi que le personnel. D'autres exemples s'appliquent au statut de certains de ces services et à la façon de les offrir, dont les camps de jour.

Tout au cours de la crise, l'Association québécoise du loisir municipal (AQLM) a réalisé, souvent en collaboration avec le Laboratoire en loisir et vie communautaire de l'UQTR et l'auteur du présent article, une série de coups de sonde et d'analyse des faits et gestes en loisir municipal public et de leurs impacts. Les informations qui en ressortent peuvent servir de bougie d'allumage pour l'apprentissage des leçons de la crise de façon à mieux positionner le loisir public et ses pratiques.

Impacts sur le budget municipal

Quand il y a fermeture des services en loisir public, on s'est rendu compte que les liquidités sont peu affectées; bien au contraire, elles augmentent. Par exemple, il a été établi que dans le scénario d'une fermeture de mars à septembre, les pertes de revenus sont de l'ordre de 90 %,

tandis que les dépenses peuvent être diminuées de 50 %. En tenant compte de la proportion des revenus (10 %) sur les dépenses dans les rapports financiers (MAMH, 2018) et des résultats de sondage auprès de municipalités, on a découvert que sur un budget étalon de 1000 \$, 850 \$ vont en diminution des dépenses et 150 \$ en perte de revenus.

Impacts sur le partenariat

Si, à très court terme, la municipalité y gagne budgétairement à réduire ses services en loisir, à moyen terme, cette réduction met en péril la contribution des bénévoles et des OSBL que la municipalité n'aura jamais les moyens de remplacer.

L'impact sur la mobilisation des bénévoles et sur le partenariat avec les OSBL risque de provoquer une hausse fatale des coûts imputés à la municipalité puisque ces partenaires contribuent à hauteur de plus de 50 % de la valeur des services reçus par la population.

Dès lors, une coupure qui n'a pas pour contrepartie des mesures destinées à assurer la viabilité du bénévolat et des partenaires peut être dramatique. C'est la chaîne de production de l'offre de service qui en est fragilisée.

C'est comme si les gouvernements fédéral et

provinciaux n'avaient pas ouvert leurs bourses pour soutenir les entreprises et les travailleurs victimes de la crise sur le plan économique.

Dans cette veine, la pandémie invite à faire une distinction entre les contrats ou les mandats de production de services et les subventions au développement organisationnel des partenaires.

Les OSBL n'ont souvent pas les reins assez solides pour résister à l'absence de fonds municipaux. Dans plusieurs pays, municipalités et OSBL travaillent ensemble à des stratégies de revenus ou de dons. L'examen des budgets d'infrastructures données en gestion privée, notamment montre que ces entreprises sont très dépendantes des fonds publics alloués de diverses façons comme la location d'heures de glace ou de piscines et le paiement de certains frais fixes.

Impacts sur le personnel

Le confinement a révélé que le personnel en loisir peut facilement et avec expertise conduire des interventions auprès de groupes défavorisés en aide alimentaire, en soutien à l'itinérance, en aide au logement et dans plusieurs autres services sociaux. Faudra-t-il instituer cette compétence et investir dans son développement?

On a constaté aussi la fragilité

du personnel saisonnier alors que, depuis déjà quelques années, le recrutement de ces employés pouvait faire problème.

Impacts sur les services eux-mêmes

Au cours du confinement, et surtout quand on a commencé à entrevoir le déconfinement, quelques services en loisir public sont apparus incontournables. Au premier chef, les camps de jour se sont inscrits comme un service prioritaire et essentiel puisque, en plus d'offrir une expérience unique de loisir aux jeunes, ils exercent une *fonction de garde public et accessible aux parents bien qu'au sens légal*, ils ne sont pas reconnus comme tel. On a même constaté que la reprise économique en été ne pouvait avoir lieu sans ce service qui permet aux parents de retourner au travail. L'occasion est belle de rappeler ou de souligner que les camps de jour sont les seuls à offrir ce service public par ailleurs ignorés par le Gouvernement du Québec qui soutient pourtant les CPE et les services de garde en milieu scolaire.

De plus, le confinement et la fermeture des lieux de rassemblement et de socialisation comme les parcs et les sentiers ont mis en lumière l'importance des liens sociaux et l'ampleur de la contribution du loisir public à cette dimension essentielle de la santé.

On doit retenir que le loisir produit des liens autant que des activités et des infrastructures, et que les services de proximité ou de voisinage prolongent le loisir chez soi ou le cocooning.

L'annulation des événements a par ailleurs démontré le rôle moteur des services de loisir public dans le développement touristique et économique. Faudra-t-il plus que des politiques d'encadrement des événements? Faudra-t-il des

stratégies de développement socioéconomique? Quel rôle joueront les services de loisir municipaux?

Le nouveau loisir public épidémiologiste de la qualité de vie

La pandémie et ses impacts a fourni des preuves que le loisir public n'est pas un champ marginal, source de dépenses uniquement, mais un acteur à part entière du développement

économique, sanitaire et social du Québec et de ses collectivités. Il n'est pas qu'un organisateur d'activités et un contrôleur ou un encadreur des multiples groupes. Il veille à la qualité et à la santé de la population. Pour vivre au diapason de celle-ci, il doit aussi s'arrimer aux méthodes actuelles de communications sociales et d'analyses épidémiologiques largement expérimentées durant le confinement.

ⁱ André Thibault, Ph. D. professeur émérite, UQTR.